



# ANALYSE

*MAI 68*

*UNE INTERPRÉTATION  
LIBÉRALE*

---



Centre Jean Gol



*Une analyse réalisée par*

**CORENTIN DE SALLE**

*Janvier 2018*

---

**Richard Miller**

Administrateur délégué du CJG

**Corentin de Salle**

Directeur du CJG

**Amaury De Saint Martin**

Directeur scientifique du CJG

Avenue de la Toison d'Or 84-86

1060 Bruxelles

Tél. : 02.500.50.40

[cjg@cjg.be](mailto:cjg@cjg.be)

Faut-il commémorer le cinquante-naire de Mai 68 ? En lui-même, l'évènement n'a pas la portée cosmique que ses nostalgiques lui prêtent. Raymond Aron l'appelait la « *révolution introuvable* » et ce fut, à la base, un grand carnaval où les jeunes baby-boomers de la bourgeoisie parisienne, choyés sous les trente Glorieuses, jouèrent aux révolutionnaires deux ou trois semaines avant que le mouvement, gagnant l'ensemble du territoire, ne débouche sur des grèves ouvrières générales et sauvages qui s'éteignirent un mois plus tard. Au niveau symbolique, l'évènement signe néanmoins l'acte de naissance de l'hégémonie intellectuelle et morale de la gauche qui perdure encore aujourd'hui. On peut bel et bien parler d'une « *pensée 68* » même si son émergence et son déploiement déborde largement le calendrier des faits.

Apas mal de points de vue, Mai 68 inaugure une transformation de la société dont il faut se réjouir. Assurément, la

société d'avant 1968 était beaucoup plus raciste, sexiste, homophobe, intolérante et inégalitaire que la société actuelle. Malheureusement, les paradigmes intellectuels de la pensée 68 qui inspirèrent nombre de réformes politiques de grande envergure dans les décennies suivantes ont également conduit à des conséquences calamiteuses dans quantité de domaines.

De quoi Mai 68 est-il le nom ? Gardons-nous d'emblée d'une double erreur interprétative : une lecture de type conservatrice et une lecture de type gauchiste.

Selon la lecture conservatrice, Mai 68 et ses slogans libertaires, hédonistes et anti-répressifs (« *il est interdit d'interdire* », « *jouissez sans entraves* ») annonçaient la prise de pouvoir de nouvelles élites politiques, économiques, administratives, médiatiques, intellectuelles et artistiques qui allaient progressivement corroder et dissoudre toutes les

institutions protectrices pour faire triompher l'individualisme nihiliste et destructeur des solidarités traditionnelles. C'est du moins ce qu'affirment aujourd'hui des gens tels qu'Eric Zemmour, qui, dans la lignée de l'historien américain Christopher Lasch, dénonce la déculturation et la désintégration de la mémoire nationale par ces élites déconnectées du peuple et qui, héritières de Mai 68, sont devenues les alliées de la mondialisation capitaliste dévastatrice et de l'immigration débridée.

C'est une erreur car, quand on examine de plus près le contenu de cette « *pensée 68* », on constate que ses auteurs (Foucault, Derrida, Bourdieu, Lacan, Althusser, Barthes, etc.) sont radicalement hostiles à la mondialisation libérale, à l'universalisme, à l'humanisme, à la notion d'individu, de sujet, de vérité, de raison et à la possibilité même de la communication intersubjective, bref à toute l'armature conceptuelle de l'individualisme libéral.

La seconde lecture de Mai 68 - celle qui est aujourd'hui la plus répandue au sein de la gauche - est défendue par des gens tels que Régis Debray qui voit en elle « *le berceau de la nouvelle civilisation bourgeoise* ». En gros, la génération 68 aurait trahi ses idéaux au profit du capitalisme. Par une ruse hégélienne de la raison, l'ordre politico-économique combattu aurait été non pas détruit mais métamorphosé et consolidé par ceux-là même qui aspiraient à le renverser. Selon Luc Boltanski et Eve Chiapello, Mai 68 aurait permis au capitalisme de se pérenniser en s'immunisant contre la contestation car il l'aurait incorporée en lui-même. À un capitalisme fordiste et hiérarchique, il aurait substitué une organisation en réseau fondée sur l'autonomie relative des acteurs réunis autour d'un projet mais en renonçant à la garantie de l'emploi à vie. En résumé, on tutoie désormais son patron mais ce dernier n'hésitera pas à vous virer au nom de la flexibilité.

Quoique séduisante, cette lecture n'est pas moins fautive que la première. D'une part, nous ne vivons pas dans une économie libérale mais dans une économie sociale-démocrate. D'autre part, les élites intellectuelles et médiatiques de la génération 68 ne cessent pas d'être de gauche parce qu'elles s'embourgeoisent. Bien au contraire : soucieuse de se dédouaner, la gauche caviar tient souvent un discours radical et dogmatique. Par ailleurs, un renégat de la gauche ne devient pas libéral pour autant. En réalité, ces élites furent et demeurèrent d'authentiques « *gauchistes* » au sens péjoratif que Lénine donnait à ce terme quand il stigmatisait des groupuscules d'extrême-gauche des années 1920 qui ne croyaient ni aux partis ni aux syndicats. Pour lui, le « *gauchisme* » était - il en a fait un ouvrage éponyme - la « *maladie infantile du communisme* ». Ce n'est pas la droite qui a qualifié les émeutiers de Mai 68 de « *gauchistes* » mais par le Parti Communiste français, tout puis-

sant à l'époque. Depuis lors, le terme s'est popularisé. Le PC, qui jugeait ce mouvement infantile, n'a pas voulu exploiter l'insurrection spontanée de 68 pour renverser le gouvernement. On a même parlé ici d'alliance objective entre le PC et De Gaulle pour neutraliser cette révolution potentielle.

C'est sur cette base que l'on peut développer une troisième interprétation - une lecture libérale - de Mai 68. La révolte de 68 n'est pas libérale. Aux dires de ses promoteurs de l'époque, c'était un projet anti-moderniste, anti-consumériste et anti-humaniste. Soit. Mais, à défaut d'être libéral, Mai 68 a-t-il été un projet émancipateur et libérateur ?

Pour répondre à cette question, dressons le bilan de la pensée 68. Après avoir expérimenté sans succès quelques formules d'autogestion dans le domaine économique, leurs idéologues persuadèrent les élites politiques de faire de l'école le laboratoire de leurs

théories. En France, c'est Edgar Faure, ministre de l'Education Nationale, qui amorça le mouvement. Ainsi naquirent peu après en Belgique le rénové, la pédagogie différenciée, l'acquisition des « *compétences* » et le pédagogisme sentencieux et jargonnant. Les résultats sont cataclysmiques. Comme on le constate aujourd'hui, les élèves, au sortir du secondaire, ne maîtrisent même plus les fondamentaux qui s'acquerraient aisément à l'école primaire il y 50 ans. On invoque constamment le manque de moyens, de locaux, de formation des maîtres, etc. pour expliquer la régression phénoménale de l'enseignement ces dernières décennies. En réalité, elle trouve sa source dans les conceptions pédagogiques désastreuses héritées de la pensée 68.

La pensée 68 ne croit pas à la responsabilité de l'individu. Elle croit aux déterminants sociaux. Ainsi, le criminel est en réalité, quelque part, une victime du système. Et c'est évidemment la prison qui crée le crime. Ce n'est

plus l'élève qui échoue mais l'école qui échoue à le faire réussir. On déclare constamment des « *guerres* » : à la pauvreté, à l'inégalité, à la drogue, au redoublement, etc. Dans cet univers animiste, tous ces mystérieux phénomènes « *se produisent* » et affectent des gens sans qu'on songe à y voir la résultante de leurs choix et comportements. La pensée 68 parle aussi souvent de « *l'accès à* ». On déplore que certains ne peuvent accéder au logement, à l'emploi, etc. En réalité, dans une conception méritocratique, c'est la responsabilité individuelle de chacun de travailler pour se placer dans les conditions « *d'accès à* » ceci ou cela. S'il y a bien un héritage 68, c'est la propension qu'ont nombre de personnes aujourd'hui (pas toujours les moins bien lotis) à se plaindre et à accuser des tiers de leurs échecs et malheurs. Qui ? Des entités malfaisantes et nébuleuses telles que la société, le gouvernement, l'Union Européenne, les banques, le monde politique, le profit, le néolibéralisme, etc.

Une liberté sans responsabilité, une liberté capricieuse, pleurnicheuse et infantile, une liberté sans projets ne mérite pas d'être appelée liberté. Révolution infantile, Mai 68 fut aussi une révolution infantilisante. Elle a donné naissance à une culture de l'assistanat et de la revendication permanente.

Au XVIII<sup>ème</sup> siècle, Emmanuel Kant enjoignait déjà à œuvrer à la sortie de l'homme « *de l'état de minorité où il se maintient par sa propre faute* ». Le mineur accède à la majorité quand il se débarrasse de ses tuteurs. Avec 50 ans de recul, force est de constater que, à cet égard, Mai 68 fut un échec. Mai 68 a certes dynamité les autorités (le patron, le prêtre, l'officier, le père de famille, etc.) de la société traditionnelle mais, loin de conduire les individus vers l'émancipation, elle a progressivement délégué à l'Etat le rôle de ces autorités. En apparence, Mai 68 est libérateur à tous les points de vue (politique, économique, sexuel, etc.) mais cette culture de la permissivité,

de l'hédonisme et du désir immédiat qui pulvérise l'idée d'un sujet libre et responsable (je ne suis rien d'autre que la somme de mes pulsions) est aussi une culture qui infantilise et derrière laquelle se profile la figure maternelle de l'Etat. Un Etat qui secourt, qui cajole, qui protège et qui assiste. Peut-on parler de liberté responsable quand le mineur change simplement de tuteur ? À quel stade l'adolescent peut-il être considéré comme libre ? Quand il se révolte ou quand il devient financièrement autonome ?

Une société authentiquement libérale est un idéal grandiose mais, en cette ère de fake news, de résurgence des populismes de droite et de gauche, on constate que le chemin à parcourir pour y parvenir est encore long.



*Avenue de la Toison d'Or 84-86  
1060 Bruxelles*

*02.500.50.40  
info@cjg.be*

*[www.cjg.be](http://www.cjg.be)*



Centre Jean Gol